



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 20 FEVRIER 2024
DECISION n° SDU/2023-026

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2023-026**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. Olivier BALEDENT

Professeur agrégé :

- Mme Virginie LE MEN, rapporteur

Etudiants :

- M. Maxime DELANNOY
- M. Lucas LEFEBVRE
- Mme Megan LEJEUNE

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 29 novembre 2023 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 janvier 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée seule à l'audience ;

Après que le rapporteur a fait lecture du rapport d'instruction ;

Après avoir entendu l'étudiante, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, cette dernière ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante s'est retirée ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 29 novembre 2023, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrite en Licence 1 Langues, à l'UFR de Langues et Cultures Etrangères, pour suspicion de fraude à l'examen d'Anglais du 14 novembre 2023 par l'utilisation d'un téléphone portable.

Considérant que le « procès-verbal pour l'épreuve de thème anglais L1 » du 14 novembre 2023 rapporte que **Mme XXX** « a fait tomber au sol son téléphone portable » qui était allumé et qu'elle avait en sa possession « en dépit des consignes rappelées en début d'épreuve » ;

Considérant que l'intéressée, entendue par le rapporteur et le rapporteur adjoint le 29 janvier 2024, n'a pas été en mesure d'apporter d'élément complémentaire autre qu'une négligence de sa part pour expliquer la détention de son téléphone portable durant l'épreuve précitée ;

Considérant que, devant la commission de discipline, l'intéressée a reconnu les faits, indiquant que « c'est de sa faute, qu'elle est désolée », tout en répondant « non » à la question des membres de la commission consistant à lui demander si elle comprend la gravité de la situation dans laquelle elle se trouve ;

Considérant que l'intéressée a déclaré obtenir le plus souvent la note de « 0,5 » aux travaux notés en anglais, ce qui témoigne de difficultés importantes de l'étudiante dans cette matière ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant que l'étudiante a déjà fait l'objet d'un premier passage devant la commission de discipline durant l'année universitaire en cours, le 21 septembre 2023, à l'issue de laquelle une exclusion de deux ans avec sursis a été prononcée à son encontre ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de ne pas révoquer le sursis dont fait l'objet **Madame XXX** et de prononcer :

une exclusion de trois mois ferme de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mercredi 21 février 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

La secrétaire de séance

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Marylène POINTURIER

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 20 FEVRIER 2024
DECISION SDU/2023-027

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2023-027**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. Olivier BALEDENT

Professeur agrégé :

- Mme Virginie LE MEN, rapporteur

Etudiants :

- M. Maxime DELANNOY
- M. Lucas LEFEBVRE
- Mme Megan LEJEUNE

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 7 décembre 2023 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 janvier 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX et son conseil, Maître Guillaume COMBES, étant présents ;

Après que le rapporteur a fait lecture du rapport d'instruction ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline, l'étudiant et son conseil, l'étudiant et son conseil ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant et son conseil se sont retirés ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 7 décembre 2023, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 1 Langues à l'UFR de Langues et Cultures Etrangères, pour suspicion de fraude à l'examen d'expression écrite en espagnol du 22 novembre 2023 par l'utilisation d'une application d'intelligence artificielle.

Considérant que le « rapport examen L1 » rédigé par l'enseignante Mme AAA en date du 4 décembre 2023 rapporte que « l'examen s'est déroulé avec normalité » mais qu'elle a « repéré » le travail d'expression écrite rendu par **M. XXX** lors de la correction, constatant qu'il « présente une compétence linguistique très élevée et cultivée » ;

Considérant que l'intéressé ne reconnaît pas être à l'origine d'une fraude à l'examen, expliquant que lors d'un cours précédant l'examen, l'enseignante a proposé trois exercices en précisant que l'un d'entre eux ressemble fortement au contenu de l'examen à venir ;

Considérant que **M. XXX** a indiqué avoir rédigé des documents de révisions afin de préparer l'examen d'expression écrite en s'appuyant sur les trois exercices précités, en utilisant pour cela une application d'intelligence artificielle et d'autres sources en ligne ;

Considérant que **M. XXX** a ajouté avoir révisé durant une semaine pour s'approprier le contenu de ses révisions, de sorte qu'il a pu le restituer mot à mot dans sa copie d'expression écrite, étant conforté pour cela par une remarque de l'enseignante qui a rappelé le jour de l'épreuve qu'il faut repartir de ce qui a été vu en cours ;

Considérant que Maître Guillaume COMBES, conseil de **M. XXX**, soutient que ce dernier a ainsi « logiquement retranscrit tout ce qu'il a appris », regrettant l'absence de l'enseignante et demandant que les faits reprochés à l'intéressé soient écartés ;

Considérant qu'aucun élément ne permet d'établir l'utilisation par l'étudiant d'une application d'intelligence artificielle durant l'épreuve d'expression écrite dont découlent les faits qui lui sont reprochés.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

une relaxe

Article 2 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception, ainsi qu'au Président de l'Université de Picardie Jules Verne et au recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mercredi 21 février 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

La secrétaire de séance

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Marylène POINTURIER

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 20 FEVRIER 2024
DECISION n° SDU/2023-028

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2023-028**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. Olivier BALEMENT

Professeur agrégé :

- Mme Virginie LE MEN, rapporteur

Etudiants :

- M. Maxime DELANNOY
- M. Lucas LEFEBVRE
- Mme Megan LEJEUNE

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 7 décembre 2023 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 janvier 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après que le rapporteur a fait lecture du rapport d'instruction ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, l'étudiant ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 7 décembre 2023, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 1 Langues, à l'UFR de Langues et Cultures Etrangères, pour suspicion de fraude à l'examen de thème espagnol du 15 novembre 2023 par l'utilisation d'une application de traduction avec un téléphone portable.

Considérant que le « rapport de constatation de triche » rédigé par l'enseignante Mme AAA en date du 15 novembre 2023 rapporte avoir vu **M. XXX** « avec un téléphone portable allumé et caché entre le genou et la table » ;

Considérant que l'intéressé reconnaît que son téléphone était allumé et déclare qu'il est autorisé à l'utiliser pendant les examens afin de surveiller son état de santé, tel qu'indiqué dans son arrêté d'aménagement ;

Considérant que l'étudiant dit ne pas avoir signalé à l'enseignante qu'il dispose d'aménagement, car il a l'habitude que ses enseignants en soient déjà informés avant les épreuves ;

Considérant que l'enseignante écrit dans son rapport qu'elle a constaté, après l'examen, que la traduction figurant sur la copie de l'intéressé est la même que celle proposée par l'application Google Traduction ;

Considérant que l'étudiant explique qu'il n'était pas en train d'utiliser une application de traduction sur son téléphone portable, faute d'accès à une connexion internet dans la salle d'examen ;

Considérant que l'intéressé explique la similitude du contenu de sa copie avec Google Traduction par la facilité du devoir et ajoute avoir vérifié, après l'épreuve, que plusieurs de ses camarades ont fourni une traduction similaire à celle qu'il a proposée dans sa copie ;

Considérant que l'enseignante mentionne avoir demandé la carte d'étudiant et le téléphone portable de l'étudiant pour vérifier s'il a bien obtenu les aménagements mais que l'étudiant ne les lui a pas donnés ;

Considérant que l'intéressé déclare qu'il n'était pas en possession de sa carte d'étudiant et qu'il a proposé à l'enseignante de lui montrer son arrêté d'aménagement des conditions de cours et d'examen sur son téléphone portable, ce qu'elle aurait refusé ;

Considérant que l'étudiant n'a pas été en mesure de produire sa carte d'étudiant, contrairement à ce qu'exige la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX :**

une exclusion de six mois avec sursis de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mercredi 21 février 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

La secrétaire de séance

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Marylène POINTURIER

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 20 FEVRIER 2024
DECISION SDU/2023-029

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2023-029**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. Olivier BALEMENT

Professeur agrégé :

- Mme Virginie LE MEN, rapporteur

Etudiants :

- M. Maxime DELANNOY
- M. Lucas LEFEBVRE
- Mme Megan LEJEUNE

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 15 janvier 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 janvier 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après que le rapporteur a fait lecture du rapport d'instruction ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, l'étudiant ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 15 janvier 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 3 Informatique à l'UFR des Sciences pour suspicion de fraude à l'examen de programmation objet 2 du 20 décembre 2023 par l'utilisation d'un téléphone portable.

Considérant que le « procès-verbal de fraude » du 20 décembre 2023 complété par M. AAA et M. BBB rapporte que **M. XXX** a été observé en train de « consulter des documents sur son téléphone portable » durant l'épreuve précitée ;

Considérant que l'intéressé, entendu par le rapporteur et le rapporteur adjoint le 29 janvier 2024, a justifié la détention de son téléphone portable par les problèmes de santé de sa mère dont il a reçu une notification via l'application Whatsapp durant l'épreuve ;

Considérant que, devant la commission de discipline, **M. XXX** reconnaît avoir été en possession de son téléphone portable durant l'épreuve et nie avoir tenté de tricher, expliquant avoir voulu le mettre en mode silencieux après avoir reçu une notification de l'application Whatsapp ;

Considérant que l'étudiant déclare avoir posé son téléphone portable sur la table afin de faire la manipulation nécessaire à la mise en mode silencieux afin d'éviter de faire du bruit durant l'épreuve ;

Considérant que l'étudiant dit avoir tenté de déverrouiller son téléphone portable pour le mettre en mode silencieux et que l'enseignant ne peut pas affirmer l'avoir vu en train de consulter un document ;

Considérant que l'intéressé a proposé à l'enseignant de constater ses propos par lui-même, l'enseignant ayant refusé au motif que le téléphone portable est un objet personnel et qu'il n'a pas à en regarder le contenu ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, l'utilisation du téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibée, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX :**

un blâme

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ainsi qu'au Président de l'Université de Picardie Jules Verne et au recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mercredi 21 février 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

La secrétaire de séance

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Marylène POINTURIER

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 20 FEVRIER 2024
DECISION SDU/2024-001

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-001**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. Olivier BALEMENT

Professeur agrégé :

- Mme Virginie LE MEN, rapporteur

Etudiants :

- M. Maxime DELANNOY
- M. Lucas LEFEBVRE
- Mme Megan LEJEUNE

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 8 janvier 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 11 janvier 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après que le rapporteur a fait lecture du rapport d'instruction ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, l'étudiant ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 8 janvier 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 2 Droit à l'UFR de Droit et de Science Politique, pour suspicion de fraude durant le galop d'essai de droit administratif du 9 décembre 2023 par l'utilisation d'antisèches.

Considérant que le « procès-verbal de fraude » du 9 décembre 2023 rédigé par l'enseignante Mme AAA rapporte que **M. XXX** a fait usage d'antisèches « qu'il avait dissimulées sous sa copie » pendant l'épreuve précitée ;

Considérant que l'intéressé déclare « regretter totalement » cet incident, affirmant que c'est la première fois qu'il faisait cela, évoquant une honte pour lui-même ;

Considérant que l'intéressé explique qu'il s'agit d'une matière importante et qu'il n'a pas voulu perdre des points à cause des nombreuses dates d'arrêts à retenir ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, la possession de notes de cours ou de tout autre document écrit non autorisé contenant des informations susceptibles d'être utilisées pendant une épreuve est strictement prohibée ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

une exclusion de dix-huit mois avec sursis de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ainsi qu'au Président de l'Université de Picardie Jules Verne et au recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mercredi 21 février 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

La secrétaire de séance

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Marylène POINTURIER

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr